

*Article 21 du Règlement***LE LIBRE-ÉCHANGE****L'IMPACT SUR LES CONSOMMATEURS**

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, je désire exprimer une autre fois ma fierté envers notre premier ministre pour avoir eu la vision d'entreprendre des négociations de libre-échange avec les États-Unis.

Les consommateurs québécois et canadiens devraient eux aussi être fiers parce que selon le Conseil économique du Canada, ils seront les premiers bénéficiaires de cet Accord sur le libre-échange. Ils bénéficieront surtout de prix plus bas, d'une plus grande variété de produits et de services, ainsi que de produits de meilleure qualité. Cela, c'est un immense avantage, monsieur le Président.

Même s'il est trop tôt pour chiffrer avec exactitude les économies dont profiteront les consommateurs, le Conseil économique du Canada estime à environ 5.7 p. 100 à 7.5 p. 100 la baisse de l'indice des prix à la consommation. Ceci veut dire, toujours en se basant sur ces premières estimations, que l'abolition des tarifs permettra aux Canadiens et aux Canadiennes qui se feront construire une maison d'épargner 8 000 \$. Quelle nouvelle formidable pour les jeunes couples qui désirent acheter leur première maison!

Monsieur le Président, je ne connais personne qui n'est pas en faveur de prix plus bas, d'une plus grande variété de produits, de services et de produits de meilleure qualité. Les grands appareils ménagers, les vêtements, la literie et les meubles seront tous disponibles à des prix réduits, une fois les tarifs éliminés. Je crois que les consommateurs seront très heureux des avantages que leur apporteront les retombées du libre-échange. Ils nous en seront sûrement très reconnaissants.

* * *

● (1425)

[Traduction]

LES ARMES NUCLÉAIRES**ON S'ÉLÈVE CONTRE LES ESSAIS DU MISSILE DE CROISIÈRE**

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, aujourd'hui, l'aviation des États-Unis va mettre à l'essai une fois de plus au Canada un missile de croisière largué des airs. Ces essais continuent de constituer un affront à la réputation de conciliateur que s'est taillée le Canada dans un monde nucléarisé. Les essais continuent de miner la crédibilité que pourrait avoir le Canada comme intervenant de premier ordre dans les efforts de désarmement. Les tests continuent de faire du Canada un partenaire dans la course aux armements nucléaires.

Les arguments des conservateurs sonnent creux aujourd'hui, eux qui disaient que les essais du missile de croisière continueraient jusqu'à ce que des progrès soient enregistrés à Genève. Or, des progrès ont été enregistrés en matière de contrôle des armements et une première entente mondiale sur le désarmement nucléaire est imminente. Pourtant, le Canada continue les essais du Cruise, et contribue par sa passivité à l'escalade de la course aux armes nucléaires stratégiques.

Quelle trahison scandaleuse des Canadiens et de l'idée qu'ils ont du rôle de chef de file qui incombe au Canada en matière de contrôle des armements et de désarmement, un rôle que le gouvernement a totalement abandonné désormais.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE SECTEUR DES PÊCHES—LA POSITION DU CHEF DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE À L'ÉGARD DE L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS**

M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, si la politique anti-commerciale du chef du NPD est acceptée, nous perdrons une occasion unique de créer des centaines d'emplois dans les pêches dans ma propre circonscription. Et nous refusons de faire les frais des obsessions idéologiques de ce parti.

Le tarif américain sur les produits de transformation secondaire est une barrière à la libre circulation des produits à valeur ajoutée de la pêche vers les États-Unis. C'est dire que nous exportons le poisson en filets, mais que les emplois créés dans le conditionnement de ces filets sont à l'extérieur du Canada. Ce sont pourtant des emplois qui nous reviennent de plein droit, des emplois qui devraient appartenir à la Nouvelle-Écosse. Et l'accord de libre-échange supprimera ce tarif américain nuisible, et nous permettra ainsi de les récupérer.

Mais les députés néo-démocrates ne veulent pas profiter de cette occasion. Ils veulent bien du libre-échange, mais uniquement pour l'industrie automobile. Serait-ce parce que le chef du NPD (M. Broadbent) représente une ville dont l'économie repose sur l'industrie automobile, ou parce que le président des Travailleurs canadiens de l'automobile lui dit quoi faire? Au demeurant, est-ce Bob White qui dirige ce parti?

Il est grand temps que le député d'Oshawa se montre honnête lorsqu'il parle de l'industrie de la pêche. Mes électeurs ont autant droit au libre-échange dans l'industrie du poisson que les siens dans l'industrie automobile. Le chef du NPD pourrait-il nous expliquer pourquoi vendre du poisson menacerait notre souveraineté, mais non pas vendre des automobiles?

Les Canadiens de la région de l'Atlantique en ont par-dessus la tête de son hypocrisie et de sa duplicité. Il peut compter sur moi pour le faire connaître tel qu'il est.

* * *

LE CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL**ON S'OPPOSE AU FINANCEMENT PRIVÉ COMME LE PROPOSE LE CONSEIL DU TRÉSOR**

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le gouvernement est tellement motivé par le profit qu'il est maintenant prêt à sacrifier la santé, voire la vie des travailleurs, dans sa course au dollar tout-puissant. Je fais allusion à l'intention du gouvernement de démembrer, de défaire et en fait de renier politiquement le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.